



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

31 | 2005

La "Société de 48" a cent ans

Julian Wright, *The Regionalist Movement in France, 1890-1914. Jean Charles-Brun and French Political Thought*, Oxford, Clarendon, 2003, 286 p. ISBN: 0-19-926488-0. 55 livres sterling.

Philippe Martel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/983>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Philippe Martel, « Julian Wright, *The Regionalist Movement in France, 1890-1914. Jean Charles-Brun and French Political Thought*, Oxford, Clarendon, 2003, 286 p. ISBN: 0-19-926488-0. 55 livres sterling. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/983>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

Julian Wright, *The Regionalist Movement in France, 1890-1914*. Jean Charles-Brun and French Political Thought, Oxford, Clarendon, 2003, 286 p. ISBN: 0-19-926488-0. 55 livres sterling.

Philippe Martel

- 1 Voici un livre dont le sous-titre surprendra peut-être : la « pensée politique française » associée au nom d'un presque parfait inconnu, Jean Charles-Brun, leader et théoricien de la Fédération régionaliste française (FRF). Les historiens français se sont peu intéressés à la problématique du régionalisme sous la Troisième République, comme Julian Wright le rappelle dès son introduction. Le premier mérite de son ouvrage, c'est de faire voler en éclat les certitudes paresseuses qui ont cours sur le sujet : le régionalisme de cette période n'est pas un simple passe-temps pour notables conservateurs, Maurras n'est pas le seul à brandir l'étendard de la décentralisation et des Provinces ; la question fait partie des débats du temps, et à ce titre, elle devrait davantage attirer le regard des historiens.
- 2 Julian Wright mène l'étude conjointe d'une organisation née en 1900, la Fédération régionaliste française, et de son fondateur, le Montpelliérain Jean Charles-Brun (1870-1946). Ce fils d'un enseignant catholique et légitimiste, élève brillant (le plus jeune agrégé de France en 1893) est aussi un « occitaniste » avant la lettre, qui fait ses premières armes avant même ses vingt ans dans le Félibrige montpelliérain. « Monté » à Paris, il y retrouve d'autres jeunes militants actifs, notamment Charles Maurras, et son groupe dissident de félibres fédéralistes auquel Charles-Brun adhère avant de s'en séparer en 1897, et de sortir du cadre purement méridionaliste pour unir autour de lui des « régionalistes » venus d'un peu partout dans cette Fédération régionaliste française qui fait figure, pendant toute la fin de la Troisième République, de *think-tank*

décentralisateur, comptant ponctuellement dans son sein des hommes politiques de l'envergure d'un Paul-Boncour ou d'un Louis Marin.

- 3 Julian Wright décrit le cercle de jeunes militants qui entoure Charles-Brun à la tête de la Fédération, et définit la doctrine qu'elle défend. La plupart de ceux qui l'ont entrevue dans leurs recherches — le travail fondateur d'Anne-Marie Thiesse sur le régionalisme littéraire est signalé à juste titre — ont souligné son caractère particulièrement éclectique, au point d'interdire tout véritable programme précis. Julian Wright confirme la bigarrure politique du groupe : s'il fait figure d'alternative, sur la question de la décentralisation, à l'Action française — son organe s'intitule d'ailleurs *Action régionaliste* — et si les républicains y figurent en nombre, ses références vont de Proudhon à Le Play en passant par Auguste Comte. Cet éclectisme est d'abord celui de Charles-Brun lui-même, catholique mais « social », dreyfusard, proche de l'Alliance démocratique, mais prêt à parler devant des syndicalistes ouvriers, ennemi au fond de tout dogmatisme et de tout apriorisme. Pour Julian Wright c'est là une qualité essentielle, qui permet à la FRF de se poser en lieu de réconciliation des Français après les conflits des premiers lustres de la République. Il voit la même vertu dans le refus pragmatique de proposer une « doctrine » régionaliste clé en main, la FRF préférant s'appuyer sur une prise de conscience décentralisatrice à venir dans les profondeurs de la société civile, en proposant des réformes au rythme de cette prise de conscience.
- 4 On suit avec intérêt la démonstration de l'auteur, qui sympathise de toute évidence avec l'homme qui porte le projet étudié. On se bornera ici à quelques remarques.
- 5 Sur les maîtres « fédéralistes » de Charles-Brun, Julian Wright signale à juste titre la double filiation félibréenne (de Mistral au premier Maurras) et proudhonnienne, le lien entre les deux étant assuré par Louis-Xavier de Ricard, ancien de la Commune de Paris, et félibre important. Ajoutons qu'au début des années 1890, l'idée fédéraliste est aussi défendue par des socialistes — des vrais — comme Benoît Malon, théoricien dans sa *Revue socialiste* d'un « socialisme intégral » reposant sur le fédéralisme. Mais dans cet arbre généalogique décentralisateur il y a aussi Le Play, auteur peu socialiste. Ces mots, fédéralisme, décentralisation, sont donc revendiqués par des courants antagonistes. Vue de gauche, la fédération part de la commune et relie progressivement, par contrat, les communes et les régions sur un espace de plus en plus vaste, alors que le fédéralisme des conservateurs postule la primauté de cadres « naturels », famille, commune, Province, qui n'ont pas à être soumis à un quelconque contrat : Maurras l'explique crûment dans un article de la *Quinzaine* à l'automne 1896, peu de temps avant que Charles-Brun ne rompe avec lui, comme la majorité de l'aile « gauche » du Félibrige fédéraliste. Le fait qu'il ait continué par la suite, tout en gardant ses distances avec l'Action française, à maintenir des liens avec des « régionalistes » conservateurs, bref à vouloir concilier l'inconciliable, est dès lors quand même assez étonnant, et peu propre à garantir une quelconque chance de succès à long terme.
- 6 Par ailleurs, Julian Wright semble prendre au sérieux les déclarations décentralisatrices d'un Clemenceau ou d'un Poincaré. Mais rien n'est plus fréquent sous la Troisième République que la dénonciation de la centralisation-à-outrance, qui ne débouche en fait jamais sur rien de concret. Du coup, la FRF a juste assez d'espace pour ne pas disparaître, et pas assez pour pouvoir véritablement animer et accompagner le réveil régional et associatif dont elle rêve. Quant à réconcilier les deux France qui s'affrontent, l'histoire des deux derniers siècles semble bien prouver à quel point il valait mieux ne pas trop y songer.

- 7 Tout ceci n'enlève rien, bien sûr, à l'intérêt de l'étude de Julian Wright. D'abord parce que si on ne devait étudier que les mouvements politiques et intellectuels qui réussissent... Et surtout parce qu'il montre bien que le groupe de Charles-Brun a eu sa place dans les débats intellectuels de la Belle époque. Julian Wright le caractérise à juste titre d'abord comme l'un de ces « mouvements de jeunes » qui occupent alors une partie de l'espace public, et aussi comme l'un de ces mouvements post-rationalistes, bien que nourris de positivisme, qui cherchent à renouveler la vie politique française. Voilà qui vaut le détour.
- 8 Ce qui m'amène à ma dernière remarque : cet ouvrage sur le régionalisme français est publié à Oxford, ce qui n'est pas rien, et dans la langue usuelle de cette charmante ville. Est-ce aller trop loin que de rêver à une éventuelle traduction qui lui permettrait de toucher directement le public français ?